



lundi 21 novembre 2016

À leur jeu des sept familles, quelles différences ?

L'électorat de droite s'est donc mobilisé pour placer François Fillon en tête du premier tour de sa primaire. Dans les beaux quartiers, à la sortie de la messe, un beau monde a choisi un politicien bourgeois pas tout neuf et bien conservateur.

Entre eux, à qui ira le plus loin dans les attaques contre les travailleurs et les plus pauvres !

C'était l'enjeu de leurs débats. Sarkozy parlait de reculer la retraite à 64 ans, Fillon à 65 ans. Juppé parlait de 300 000 suppressions d'emplois publics, Fillon montait à 500 000 ! Accord général ou presque sur la hausse de la TVA (que paient au prix fort les plus pauvres) et la réduction des allocations chômage, et promesse faite aux plus riches de supprimer l'impôt sur la fortune : la politique des patrons, sans masque. Mais ce programme de la droite, c'est celui que le gouvernement dit socialiste a entrepris d'appliquer depuis 2012 !

Leur alternance, c'est la continuité... en pire

Les retraites ? En 2013, Hollande ajoutait une couche aux attaques contre les retraites des gouvernements précédents, en allongeant à 43 ans le nombre d'années de cotisations nécessaires pour la retraite à taux plein. Fillon veut juste poursuivre. Il annonce vouloir réformer le code du travail, mettre les accords d'entreprise au centre et faciliter les licenciements ? Pas original non plus : Hollande avec sa loi Travail a commencé à le faire ! Fillon voudrait fixer des quotas d'immigration ? Mais qui a démantelé le camp de Calais, organise les expulsions et la chasse aux migrants ?

Aux États-Unis comme ici

Pourquoi Trump a-t-il remporté la présidentielle aux États-Unis ? Comment ce milliardaire réactionnaire et raciste s'est-il imposé ? Sa mèche orange n'a pas séduit les travailleurs et les pauvres. Il s'est juste passé que des millions d'entre eux, qui ont connu sous Obama le développement du chômage et de la pauvreté, n'ont vu aucune raison d'apporter à nouveau leur soutien au parti démocrate et à sa

candidate Clinton. Ne nous y « trumpons » pas, et opposons-nous à ces politiciens des banques et des patrons, en faisant mieux que seulement nous abstenir...

Fillon une surprise ? Et si le monde du travail imposait la sienne ?

Face à ces candidats aux styles divers, qu'ils soient du sérail ou outsiders, de gauche, de droite ou d'extrême droite, mais qui tous, de Macron à Le Pen, veulent gouverner pour le plus grand profit des patrons, il est indispensable que le monde du travail se fasse entendre. Par exemple en assurant un bon score pour Philippe Poutou, le seul candidat ouvrier, militant du Nouveau parti anticapitaliste, à la présidentielle de 2017. Un candidat du monde du travail, qui en portera les revendications immédiates essentielles : interdiction des licenciements et des suppressions de postes, embauche de tous les précaires, partage du travail entre tous sans diminution de salaire, augmentation des salaires, retraites et minimas sociaux, liberté de circulation pour tous les travailleurs. Place aux réfugiés mais chasse à la politique des patrons voyous !

On n'a pas – ou pas encore – fait reculer Hollande et Valls sur leur loi Travail et tout le reste. Les Juppé et Fillon se disent « droits dans leurs bottes » pour continuer sur cette lancée... Comme Valls avec son 49.3 faisant passer la loi Travail. Mais on n'a pas dit notre dernier mot et la remontée des luttes qui a créé la surprise au printemps dernier pourrait trouver sa traduction dans une nouvelle surprise sortie des urnes en avril prochain, avec un score pour le candidat ouvrier qui annoncerait d'autres printemps pour nos luttes.

Meeting du NPA – Nos vies, pas leurs profits !

Le jeudi 24 novembre, à 20 heures, à la Bourse du Travail de Saint-Denis,

avec Philippe Poutou, candidat à la présidentielle de 2017

Cherchez l'erreur

Samedi dernier, la direction a demandé à l'équipe B de venir travailler en H+ au volontariat, alors nous serons en H- le vendredi 25 novembre. Tout ceci a un seul objectif : vider les stocks avant la fin de l'année, pour payer moins d'impôts.

Et après, dès janvier 2017, rebelote, ils nous feront venir en H+ obligatoires les samedis ? Peut-être qu'ils naviguent à vue, mais nous n'avons pas à faire les frais de leurs petits calculs.

Non aux suppressions de postes, oui aux embauches

Selon la direction elle-même, nous étions 714 salariés à Saint-Ouen en janvier 2012 et nous ne sommes plus que 414 réellement présents dans l'usine, une fois retirés les congés seniors, congés de reclassement, ou longues maladies. 23 suppressions d'emplois supplémentaires sont prévues pour 2017.

Mais au quotidien, la production doit se faire coûte que coûte selon la hiérarchie, à coup de polyvalence imposée et de plus en plus de pénibilité pour nous. On nous répète qu'on n'a pas le choix, qu'il faut tenir les postes. Mais on a le choix : collectivement, nous pouvons refuser de nous laisser épuiser, et imposer à la direction qu'elle conserve des effectifs suffisants pour assurer la production.

La tension monte

Avec le nouveau DAEC, PSA durcit les conditions de départ pour les ouvriers. Pour pouvoir partir, il faut faire partie d'une usine « en sureffectif d'opérateurs ». Ce serait le cas à Saint-Ouen... On n'a pas vraiment le sentiment d'être en sureffectif quand on y travaille ! Par contre pour certains métiers « en tension », cela change du tout au tout : les outilleurs de MEO ne peuvent toujours pas partir en congé senior. Embaucher et former des jeunes sur ces métiers serait pourtant la solution : ils ne vont pas pouvoir « séquestrer » éternellement les outilleurs !

Les patrons pensent pouvoir faire ce qu'ils veulent avec nous, usine par usine et métier par métier. Souhaitons que cette accumulation de mesquineries conduise à l'explosion de colère qu'ils méritent depuis trop longtemps.

Il y a comme un froid

Lundi de la semaine dernière, nous avons pu nous rendre compte que la clim' fonctionnait dans les vestiaires, alors que les températures extérieures étaient déjà bien froides... Par contre pendant les jours de canicule, il n'y avait pas de clim'. Bizarre, vous avez dit blizzard ?

Docteur Maboul

On a eu droit à une mini campagne de sensibilisation sur les troubles auditifs la semaine dernière. Après la campagne, menée dans tout le groupe, sur les dangers du tabac, puis plus récemment le Quart d'Heure Com' où on nous a expliqué, comme à des gosses, qu'il fallait se laver les mains pour ne pas attraper la gastro, on se dit que la direction se soucie vraiment beaucoup de notre santé.

C'est sans doute pour cela que nos conditions de travail se dégradent, et qu'on travaille toute la journée dans le bruit sans qu'aucune mesure ne soit prise pour en réduire les nuisances. Le bruit des presses ? Suffit de pas écouter !

Tous concernés, parce que tous visés !

À Poissy la direction a décidé de licencier Jérôme Van Geertsom, militant CGT du B5. Elle a monté un dossier bidon, embarrassée par l'action efficace et populaire des militants cégétistes contre l'insécurité aux postes de travail le long des lignes du Montage.

Lundi 21 novembre, 130 salariés ont débrayé en équipe 22, pour exiger sa réintégration.

La direction ne tolère pas que certains délégués jouent leur rôle et dénoncent les problèmes des salariés.

Mais cette politique vise tous les salariés : selon les chiffres de la direction : à PSA Poissy, de janvier à octobre, il y avait déjà eu 178 entretiens préalables à sanction et 123 sanctions dont 11 licenciements. Cette agressivité de la direction a pour but de préparer une baisse radicale des effectifs, d'aggraver les conditions de travail et de pousser au départ les salariés à des conditions de moins en moins favorables.

Les salariés doivent continuer à se faire entendre.

30 000 licenciés, pour 1 % de marge en plus

Volkswagen annonce 30 000 suppressions d'emplois d'ici 2025, dont 23 000 en Allemagne. Pas de licenciements secs, prétend la direction : pré-retraites, temps partiels, etc. sauf bien sûr pour les milliers de salariés en contrats précaires ou sous-traitants. Objectif : augmenter de 25 % la productivité et faire passer à 4 % la « marge d'exploitation », sur le dos de ceux qui restent et sous prétexte de redresser des comptes affaiblis par le scandale des moteurs diesel truqués. Triche que les travailleurs devraient payer ?!

La même chose que chez nous à PSA (17 000 emplois détruits en 4 ans), espérons que les travailleurs de l'automobile trouveront le chemin de la lutte des deux côtés du Rhin.